



La gauche ? Non, le communisme

Marie-George Buffet, avait annoncé : “ *Nous avons besoin d'un grand débat à gauche après le second tour, que la gauche se pose toutes les questions sur son échec. Pour ma part, je lancerai un appel le 22 juin pour un grand débat populaire et citoyen sur l'avenir de la gauche et l'avenir du Parti communiste français* ”. Que signifie cette déclaration dans laquelle il y a 3 fois le mot “gauche” comme pour enterrer le mot communiste...

Depuis les dernières élections, l'Humanité fait la publicité pour le nouveau parti constitué en Allemagne : Die Linke (La Gauche). Et Michel Laurent, dirigeant national, déclare dans le bulletin Info Hebdo : “ *Le PCF a besoin d'un congrès extraordinaire ... pour voir s'il y a la possibilité d'un nouveau type d'organisation, pour reconstruire ... avec d'autres forces, sur des bases nouvelles... Différentes étapes sont envisagées, avec les congrès 2007 et 2008 dont la première pourrait déboucher sur un programme de travail commun à engager avec d'autres, sans raccourci, pour élaborer un projet qui permette de gouverner pour changer, pour réfléchir à l'outil, le parti, qui peut porter de tels objectifs et pour voir avec qui il serait possible de le construire* ”. Les objectifs sont donc fixés : éradiquer le communisme et la lutte des classes de notre pays, liquider le PCF en s'appuyant sur des forces extérieures, anti-communistes s'il le faut (cf. les fameux collectifs antilibéraux).

Certes, entre ceux qui veulent créer un “ parti de gauche antilibéral ” (Braouezec, Buffet...) et ceux qui le veulent socio-libéral (Gayssot, Wurtz...), il y a débat, mais non sur l'existence du PCF qui pour eux, est désormais réglée. Au contraire, le problème n'est pas d'ajouter des réformismes, mais de reconstruire un parti communiste largement détruit par la mutation. N'oublions pas que la mutation de Hue poursuivie par Buffet a pris le PCF à presque 9% aux présidentielles de 1995 pour le porter en dessous de 2%, 12 ans après. En réalité ce qui est en jeu, lors de ces prochains congrès, sera surtout de s'exprimer et d'unir tous les communistes (dans ou hors du parti) derrière une seule bannière. Pour le reste, l'avenir nous le dira...

Pascal Brula

OUI À L'EXISTENCE DU PCF !

Le Conseil National avait annoncé après le désastre des présidentielles un congrès extraordinaire. Certains se disaient : ouf, nous allons enfin pouvoir discuter de la stratégie, par exemple du naufrage des collectifs antilibéraux, des responsabilités de la direction et décider d'une ligne efficace contre la droite et Sarkozy. Mais ce n'est pas cela que prévoient nos dirigeants. Ce qu'ils veulent, c'est un congrès sans tabous, en réalité sans textes et surtout sans remise en cause des dirigeants. Un congrès qui ne décide de rien mais prépare le prochain... Un congrès pour se demander s'il ne faudrait pas changer le nom du PCF, s'il ne faudrait pas fonder un nouveau parti avec la gauche du PS, et pourquoi pas tout le PS, ou bien avec les antilibéraux et la LCR, un congrès pour aller vers un nouveau parti peut-être à partir du PCF mais peut-être pas...

Disons le franchement, la direction veut un congrès pour accélérer le détricotage du PCF et le remplacer par une grande force de “ gôche ”!

Nous affirmons la nécessité d'un parti et d'un combat communistes dans notre pays et cela passe par

l'existence et le redressement du PCF. C'est dans ce cadre que nous voulons construire les réponses aux questions qui sont posées aux révolutionnaires d'aujourd'hui. Engageons avec courage le chantier : organiser et rassembler le monde populaire dans les quartiers et les entreprises, reconstruire des repères idéologiques face au capitalisme séducteur alors que le communisme a été criminalisé, affirmer des propositions anticapitalistes...

Nous appelons les communistes à ne pas se faire avoir. L'enjeu des mois qui viennent jusqu'au congrès de 2008, c'est l'existence d'un parti communiste en France et cela passe aujourd'hui par la sauvegarde du PCF. Chacun peut avoir des opinions différentes sur ce qui doit changer ou pas dans ce parti. Mais ceux qui veulent garder un parti communiste et le renforcer doivent savoir se rassembler pour peser plus fort que ceux qui veulent le défaire!

Cet enjeu sera au cœur de l'université d'été que nous organisons les 31 août et 1er septembre. Nous invitons les communistes à y participer largement.

Marie Christine Burricand

“ Oui à l'existence du PCF ”

Sur 2 jours : 31 août (à partir de 17h) et 1er septembre 2007 (la journée),
salle Irène Joliot-Curie, 68 bd Joliot-Curie à Vénissieux.

Pour s'inscrire

NOM:
Prénom:
Tél. - mail :
Adresse:
.....

Arrêtons l'implantation des bases américaines en Europe !

Ce mois de juillet 2007, 39 partis communistes et ouvriers se sont réunis (absence remarquée de la direction du PCF) pour porter leur signature au bas d'une déclaration condamnant l'implantation de " bases militaires classiques " en Roumanie et en Bulgarie et le déploiement de bases " anti-missiles " américaines en Pologne et en République Tchèque. *"Ces projets... sont en contradiction avec la profonde aspiration au désarmement, à la sécurité collective et à la paix... Le but réel du " bouclier anti-missile " est de renforcer encore les positions militaires américaines et la suprématie des Etats-Unis en créant de nouvelles capacités d'attaque contre d'autres pays sans être exposé à représailles".*

"Les Etats-Unis sont déjà le plus grand producteur au monde ainsi que le plus grand détenteur d'armes de destruction massive. Leur politique agressive, avec le soutien de l'OTAN, cause guerres, interventions impérialistes et instabilité... la machine de guerre américaine représente la plus grande menace pour la paix dans le monde".

Les cheminots contre l'interdiction du droit de grève

Toutes les fédérations syndicales des cheminots CGT - CFDT - FO - CFTC - SUD-Rail -UNSA - CFE/CGC - FGAAC, se sont réunies le 2 juillet dernier. Notamment, elles ont donné leur position sur l'avant projet de loi gouvernemental baptisé "le dialogue social et la continuité du service public de transport", plus communément appelé "service minimum". Selon les cheminots, il n'y a pas lieu de légiférer de nouveau sur le droit de grève déjà encadré par plusieurs lois. Ce que revendiquent les usagers, c'est de disposer au quotidien d'un Service Public de qualité alliant régularité, confort, fiabilité et sûreté. Les fédérations ont réaffirmé que le droit de grève n'était pas négociable et que toute atteinte qui lui serait portée, amènerait à une réaction immédiate et unitaire, le gouvernement portant seul la responsabilité d'un éventuel conflit.

EFFACEMENT COMMUNISTE DANS LA 11e CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE. POURQUOI ?

LE DÉBAT préconisé par le Conseil national du parti communiste est non seulement urgent, mais plus nécessaire que jamais. " Sans tabou ", dit-il. Pour cela, observons la pratique actuelle.

Reprenons ce qui s'est passé pour la préparation des législatives à Givors. Il n'y a pas eu de candidat communiste dans la 11e circonscription ; il faut dire pourquoi. Le maire de Givors, membre du Conseil national du Parti communiste, avait déclaré qu'il ne serait pas candidat. En octobre dernier, un appel à candidature parmi les communistes a fait ressortir celle de René Balme, maire de Grigny et ancien membre du PC, qui avait lui-même présenté publiquement sa candidature. En janvier, un vote en assemblée générale des communistes confirme, à 77 %, le soutien à cette candidature. Le 25 avril, l'assemblée le confirme, une nouvelle fois, à 84%. Ces prises de positions n'ont jamais été rendues publiques. Pourquoi ? Parce que les manœuvres sont en cours depuis longtemps, entre élus locaux de la Gauche plurielle. D'abord on s'apprête à soutenir la candidature du Vert Lévy, comme le PS. Mais on n'ose pas le dire aux communistes. En assemblée, Martial Passi, maire de Givors, accepte même de présider le comité de soutien à René Balme, mais le lendemain on apprend par la presse qu'un accord est conclu avec le PS, pour apporter le soutien communiste au candidat socialiste, dès le 1er tour. Dans des délais ne permettant plus aux communistes de présenter un candidat. Autant dire que les militants expriment beaucoup d'amertume, pour le moins, devant cette duperie, ce déni de démocratie.

D'autant plus que M.G. Buffet venait de déclarer au Conseil national communiste : " Rassemblement, mais pas de candidature unique " ; et A. Chassaigne, président des élus communistes et républicains, déclarer dans l'Humanité (14.5.07) : " La tentation peut être grande, après l'échec des présidentielles, que le camp communiste et progressiste devienne un camp retranché, ou même pire une agglomération de petites entreprises politiques individuelles, chaque élu local menant sa propre barque ". Nous y sommes.

A l'issue des tractations dans la 11e circonscription du Rhône, un accord aurait été signé, entre les élus communistes et socialistes, qui prévoirait de ne rien changer dans les rapports de forces établis lors

des précédentes municipales. Cet accord (dont le contenu n'a pas été communiqué aux militants communistes) serait signé uniquement avec les socialistes. Les Verts ont dénoncé l'opération et présenté un candidat, en catastrophe, sur la circonscription. L'opération permit au candidat de la LCR de réaliser de beaux scores sur nos deux municipalités, les meilleurs scores de ce parti sur le département ! Il est vrai qu'à Givors même, O. Besancenot avait déjà fait jeu égal avec M.G. Buffet aux présidentielles.

L'analyse des résultats électoraux de la circonscription - même si l'on peut se satisfaire des résultats du PS à Givors et Grigny - montre que cette pratique est loin de permettre un large rassemblement de l'électorat de gauche au 2ème tour. Le député UMP a été élu avec une avance plus confortable que lors des précédentes élections. Il est évident que les propositions du candidat PS et son programme, étaient loin de mobiliser les quartiers populaires, d'où un taux d'abstentions supérieur à 50%, voire même 60 % dans certains. D'autant plus que ce candidat avait soutenu le OUI à la constitution européenne, rejetée massivement à Givors, Grigny et dans bon nombre de communes en 2005. Quelle confusion ! Remarquons que l'effacement communiste dans cette circonscription est effectif pour la seconde fois aux législatives en dix ans. Ce qui permet au leader de droite à Grigny de déclarer : " le PC a disparu et la première force grignerote aujourd'hui c'est le PS." On peut en dire de même pour Givors.

Sur cette lancée, l'effacement communiste se poursuit sur Givors pour les municipales. Le maire vient d'annoncer qu'il présentera une liste de " large rassemblement... des précaires aux chefs d'entreprises " (Le Progrès, 30.6.07). En somme, des précaires aux profiteurs de l'interim, unis pour défendre les intérêts de la population laborieuse, avec des transfuges de la liste de droite des précédentes municipales !

Il est indispensable que les adhérents retrouvent la souveraineté, qu'ils ne possèdent plus avec des assemblées générales convoquées de temps en temps et dont aucun organisme n'est ensuite chargé de mettre en œuvre les décisions. Ce qui laisse le champ libre à toutes les interprétations et déviations ; au nom des communistes bien sûr.

Laurent Gonon

Législatives dans le Rhône : déclin non inéluctable

Les mots utilisés usuellement pour décrire la situation politique en France sont souvent pris en défaut. On nous promettait une " vague ", un " tsunami " bleu aux législatives, la droite perd finalement 50 députés... On nous avait annoncé une quasi-dictature hégémonique et le premier gouvernement Sarkozy intègre deux socialistes et deux "humanitaires". Au référendum en 2005, puis aux présidentielles, la participation en hausse semble démentir tous les discours sur la crise politique et sa fracture... Le soutien massif à Sarkozy au premier tour des présidentielles semble rejeter le " tous pourris " dont profitait Le Pen, mais quelques semaines plus tard, le record d'abstention aux législatives montre la réalité de la " distance " politique entre les électeurs et les partis. L'analyse concrète des résultats pour mesurer les forces réelles est donc indispensable.

Une première analyse a été publiée sur le site "altercommunistes.org" pour les résultats du Rhône, en comparant les élections législatives de 1993, 2002 et 2007, trois élections " à droite ", avec une abstention forte en 1993 et 2007, plus faible en 2002. Le meilleur thermomètre des forces est le pourcentage des inscrits qui montre les forces mobilisées par chaque courant politique.

En 2007, pour le PCF dans le Rhône, les résultats ne sont pas du tout homogènes, avec des gains significatifs dans des situations de départ variées (1ère, 2ème, 12ème et 14ème) et des pertes très fortes (10ème) ou continues (5ème, 6ème). Si on s'intéresse aux résultats de gauche du 1er tour, les seuls progrès sont communistes alors que le total gauche recule !

Le résultat sur Villeurbanne est un cas particulier puisque, avec Givors, c'est une ville avec une forte histoire communiste où des manœuvres d'appareil ont privé les communistes de candidat. La circonscription est en recul sur le total gauche alors que le total extrême gauche (incluant les collectifs anti-

libéraux, donc le parti communiste) ne progresse que de 0,45% des inscrits entre 2002 et 2007 ! Le parti communiste en est réduit avec cette démarche à être une force d'appoint... de la LCR !

La démarche anti-libérale est donc une nouvelle fois un échec pour le parti communiste, pour la " gauche de la gauche ", et pour la résistance à la droite.

Pour les circonscriptions en progrès, la part du candidat, des forces militantes, du contenu de la bataille et de la mobilisation des quartiers populaires sont à étudier. Ainsi la 9ème circonscription est la seule où la candidate, pourtant secrétaire départementale, n'affiche pas le soutien du PCF. Son résultat est un des plus mauvais du département comparé à 2002 et 1993.

Enfin, contrairement à ce qui se dit rapidement, le fait de bénéficier d'un candidat sortant ou connu ne suffit pas et ne garantit pas le gain... alors qu'un candidat moins "institutionnel" peut progresser (1ère). Par contre, tout montre que le vote est socialement très marqué. Comme aux présidentielles, les écarts entre quartiers populaires et quartiers résidentiels sont significatifs. Dans les circonscriptions qui progressent, les meilleurs résultats sont aux Minguettes pour la 14ème (Vénissieux) et à Vaise pour la 1ère.

Cette hétérogénéité des résultats demande à être étudiée en fonction notamment de l'absence du parti à certaines élections, des choix de campagnes, des secteurs couverts par une action militante... Mais cette courte étude montre que contrairement aux discours catastrophiques répétant que le mot "communiste" pose problème, que le monde du travail a changé, que la société a changé, on voit nettement que l'affaiblissement n'est pas un processus " naturel " contre lequel on ne pourrait pas se battre. Il a des causes sociales, idéologiques, politiques. Il est urgent de les éclairer pour que la " résistance communiste " se transforme en reconstruction et en espoir.

Pierre-Alain Millet

Déclaration de André Gerin,
le 3 juillet 2007 :

Le groupe communiste dissout

Les faits : au lendemain des élections législatives, l'Assemblée nationale compte 18 députés communistes et républicains, 4 verts et 2 députés d'Outre-mer. Une bataille s'engage pour abaisser à 15 le nombre de députés nécessaires afin de constituer un groupe politique, bataille importante car un groupe politique dispose de moyens importants. Au lieu de quoi, le groupe communiste et républicain a été dissout.

Un mini complot a été organisé avec Patrick Braouezec et Noël Mamère pour sortir le président Alain Bocquet. Un groupe dit de gauche démocratique et républicaine, présenté comme un groupe "technique", a été mis en place. Il abandonne de fait la référence communiste et vole aux 18 députés les moyens auxquels ils ont droit puisque la répartition prévue est de un tiers pour les communistes, un tiers pour les verts et un tiers pour les députés d'Outre-mer.

A signaler une attitude méprisante et odieuse vis-à-vis des collaborateurs du groupe qui ont été virés sans délai pour laisser la place à ces nouveaux seigneurs de l'ouverture que sont les refondateurs et les verts. Tout cela s'est fait avec la bénédiction de Marie-George Buffet. Chaque communiste de France doit connaître cette vérité cachée jusqu'à aujourd'hui, qui masque cette entreprise de démolition et efface l'identité communiste.

Cinq députés : André GERIN, Jacques DESALLANGRE, Jean-Pierre BRARD, Jean-Jacques CANDELIER et Maxime GREMETZ ont décidé de créer une composante communiste et républicaine. Ils attendent du groupe de la "gauche démocratique et républicaine" qu'il reconnaisse leur existence en son sein avec les droits, les devoirs et les moyens qui en découlent.

Commentaires :

La démarche qui consiste à refuser de se battre pour l'existence d'un groupe communiste, puis de nier aux 18 parlementaires communistes les moyens pour exister relève d'une volonté liquidatrice du PCF. Sinon pourquoi considérer que 4 députés verts élus grâce au PS valent plus que 18 députés communistes ? Dans une mise au point, André Gerin explique : "Le groupe aurait dû s'appeler groupe des députés communistes, républicains, verts et d'Outre-mer, ce qui a été refusé. Il ne respecte pas non plus les moyens mis à la disposition des groupes politiques. Il aurait fallu pour cela répartir ces moyens en proportion du nombre de députés de chaque sensibilité : 18 communistes, 4 verts, 2 Outre-mer. Or la répartition retenue est 1/3, 1/3, 1/3. Cela s'appelle une marginalisation et non pas une ouverture". Noël Mamère qui considère le PCF comme "l'un des plus vieux partis staliniens d'Europe", l'a confirmé par la suite : "les députés communistes (ndlr : cela dépend lesquels...) ont accepté toutes nos conditions". Et de rajouter : "Je trace mon chemin, libre de discuter avec ceux qui ont rompu dans leur tête et dans leurs pratiques avec les schémas du passé (ndlr : comprendre le point de vue communiste...). Avec des hommes et des femmes comme Jacqueline Fraysse, Patrick Braouezec, François Asensi...".

POUR UNE RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE

DEPUIS quelques temps déjà, l'effet de serre, conséquence de la consommation effrénée de pétrole dont les réserves seront rapidement épuisées (dans une ou deux générations), commence à inquiéter sérieusement les terriens. Il s'agit d'un véritable problème posé à l'humanité mettant en cause sa survie. Or dans le contexte politique et économique actuel, marqué par la domination sans partage du capitalisme, les réponses sont dignes de la préhistoire de l'humanité. Les pays capitalistes développés consomment sans vergogne la précieuse énergie comme si elle était éternelle. Que l'on songe qu'un habitant des Etats-Unis consomme en moyenne 2 fois plus d'énergie qu'un français ou qu'un allemand, 8 fois plus qu'un américain du sud, 9 fois plus qu'un chinois et 13 à 14 fois plus qu'un africain. C'est pourquoi la puissance impérialiste des Etats-Unis essaye de mettre la main sur les réserves de pétrole pour assurer sa consommation démesurée. Sa présence militaire en Irak et en Afghanistan n'a rien d'une présence humanitaire. D'ailleurs, ce sont, entre autres, les lobbies pétroliers qui tiennent à bout de bras Bush au pouvoir.

Le pétrole leur échappe

Et malgré tous leurs efforts démesurés pour contrôler le pétrole mondial, les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union Européenne sentent bien que celui-ci leur échappe. Les cinq majors (Exxon-Mobil, Royal Dutch Shell, BP, Total et Chevron) ne gèrent plus que 9 % des gisements ; en effet, les compagnies nationales des pays de l'OPEP disposent désormais de 53 % des réserves, les autres compagnies nationales en exploitent 16 %. Les 22 % restant sont aux mains de producteurs dits "indépendants", généralement des compagnies privées, de taille modeste, n'ayant pas un poids politique fort. De plus, ces trois groupes hors OPEP surexploitent leurs réserves. Par exemple les majors représentent 13 % de la production mondiale pour 9 % de réserves ; idem pour les producteurs dits "indépendants" qui produisent 34 % au niveau mondial contre seulement 22 % de réserves...

Alors, comment continuer à maintenir cette fuite en avant que constitue un mode de vie individualiste, entraînant une telle débauche d'énergie au service des profits capitalistes. Il se trouve que

nos écolos de service ont sorti de leur chapeau les biocarburants : l'éthanol fabriqué à partir de la canne à sucre, du maïs ou de la betterave, le biodiesel fabriqué à partir du palmier à huile, du soja, du colza ou du tournesol. Si, au départ, les majors pétroliers ont constitué un obstacle à leur mise en œuvre, aujourd'hui, dans la mesure où le précieux " or noir " est en passe de leur échapper, les dirigeants capitalistes ont désormais levé toutes les réserves sur ces nouveaux carburants censés se substituer à l'essence ou au diesel. Désormais, les grands groupes multinationaux que la raréfaction d'énergie non renouvelable a rapproché, ont fait alliance : groupes pétroliers, groupes de l'agroalimentaire, de l'agrochimie et semenciers ; leur discours prétend que cette production n'affectera en rien les filières alimentaires. Or, rien n'est plus faux, à tel point que certains les appellent déjà les nécro-carburants. C'est ce qui, depuis le début de l'année, a suscité à notre camarade Fidel Castro convalescent, une série de réflexions qui circulent sur Internet*.

Les biocarburants de la famine

Suite à la signature d'un accord de coopération et de promotion des biocarburants entre les Etats-Unis et le Brésil, Fidel s'insurge à juste titre contre " *l'idée sinistre de convertir les aliments en carburant* ", idée " *définitivement établie comme un des grands axes de la politique extérieure des Etats-Unis* ". Selon lui, cette politique peut conduire " *plus de trois milliards de personnes dans le monde* " à " *mourir prématurément de faim et de soif* ". Aux Etats-Unis, le Congrès, pressé par Bush, s'est engagé à distribuer 132 milliards de litres de biocarburants sur le marché national d'ici à 2017. Une telle production nécessiterait 320 millions de tonnes de maïs : or la récolte aux Etats-Unis n'a été que de 280 millions de tonnes en 2005. Et les multinationales et les gouvernements veulent faire croire que les biocarburants ne représentent aucune concurrence pour les filières alimentaires ! Autre exemple: si l'on utilisait les 679 millions de tonnes de céréales des cinq principaux producteurs pour les convertir en éthanol, cela permettrait d'économiser à peine moins de 15 % de ce que consomment les automobiles des pays occidentaux. Les faits donnent raison à Fidel : aujourd'hui, 20 % du maïs des Etats-Unis est

consacré à la production d'éthanol. La conséquence est que les prix du maïs flambent (ainsi que les profits) : au Mexique, la tortilla, le plat national a augmenté de 40 à 100 % (il faut savoir que les Etats-Unis ont dans le passé fait du dumping avec leur maïs OGM entraînant l'arrêt de la production des maïs traditionnels par les paysans mexicains et guatémaltèques). Ainsi, les biocarburants, à moins de rester marginaux, seront produits au détriment des pays les plus pauvres et développeront la famine. Le deuxième point contre lequel Fidel Castro s'insurge est que les biocarburants issus de la canne à sucre vont entraîner un regain d'esclavagisme moderne. Il faut savoir que 85 % de la production brésilienne est récoltée à la main dans des conditions inhumaines. Cette industrie repose sur l'exploitation d'une main-d'œuvre sous payée parce que semi-esclave. Chaque travailleur doit couper dix à quinze tonnes de canne pendant une douzaine d'heures et pour trois dollars par jour, sans parler des conditions de vie déplorables. Ces travailleurs, recrutés parmi les plus pauvres, proviennent de différents Etats et doivent quitter leur famille pendant plusieurs mois. Une chercheuse du ministère du travail à Sao Paulo affirme que le sucre et l'éthanol au Brésil sont baignés de sang, de sueur et de mort : 1383 travailleurs de la canne sont morts ces cinq dernières années rien que dans l'Etat de Sao Paulo.

Enfin, si l'on met de côté l'évocation du problème de la déforestation et des pollutions liées à la culture des plantes à biocarburants, Fidel Castro nous propose surtout une révolution énergétique. Selon lui, la seule solution est de changer les modes de vie, surtout ceux des pays capitalistes développés, qui gaspillent allègrement l'énergie fossile que la nature a mis des millions d'années à créer. Pour cela il n'est pas inutile de rappeler qu'en 2005, l'Europe comptait 514 voitures pour 1000 habitants et les Etats-Unis 940...

* L'édition de l'Humanité du 30 mai dernier nous livrait un article sur les biocarburants d'une naïveté déconcertante. Suggérons au journal et à la direction du PCF de s'intéresser un tout petit peu à ce qui se passe à Cuba.

Pascal Brula

Ont participé à la rédaction du journal :

Pascal Brula, Marie-Christine Burricand, Laurent Brun, Laurent Gonon, Didier Mazanon, Pierre-Alain Millet, Eleni & Philippe Baot, Alain Picard, Gilbert Rémond, Christian Serve, Serge Trucello.
